

Avant-propos

À l'heure où, de toutes parts, les crispations identitaires gagnent du terrain, où des murs chaque jour plus hostiles s'érigent entre l'Occident et le monde arabo-musulman, et bien sûr entre ce dernier et l'État d'Israël, entendre la voix de Bassma Kodmani est plus que jamais salutaire. Sans rien renier de ce qu'elle est, «une femme arabe de formation intellectuelle occidentale élevée dans la morale musulmane», elle porte sur ces tensions qui divisent le monde actuel – comme sur celles qui déchirent les sociétés arabes elles-mêmes – un regard libre et incisif, qu'aucune appartenance refuge, aucun préjugé ne viennent embrouiller. Sa vision, essentiellement politique, en dérangera sans doute plus d'un par son absence de complaisance envers le monde arabe auquel elle se sent néanmoins pleinement appartenir, comme envers l'Occident – son autre socle – dont l'aveuglement et les intérêts égoïstes ont une large part dans la dérive de ce monde vers

un enfermement grandissant dont tous pâtissent, Arabes comme Occidentaux.

Bassma Kodmani analyse les mouvements des sociétés arabes depuis de nombreuses années, mais elle œuvre aussi, avec de nombreux intellectuels et militants arabes, à trouver les voies susceptibles de faire sortir celles-ci de l'autoritarisme qui les mine et les emprisonne. Elle nous apprend, dans les pages qui suivent, que ce monde qu'on croyait voué à l'immobilisme, voire à la régression, est pourtant entré dans un nouveau cycle, porteur d'espoir. C'est l'un des apports majeurs de ce livre que d'offrir au lecteur français des informations inédites sur les débats et les séismes qui agitent ces sociétés, et sur leurs nouvelles perspectives d'avenir.

Les conversations que Bassma et moi avons eues, depuis que nous sommes amies, m'ont profondément ébranlée, par la grande intelligence et l'extrême liberté de sa pensée. Mais aussi, sans doute, parce qu'au regard des enjeux politiques actuels, nous sommes censées appartenir à deux camps adverses. Elle est Arabe, je suis Juive et enfant d'une famille décimée par le nazisme qui, bien que très critique envers la politique israélienne, entretient un lien historique et affectif avec l'État d'Israël. Nous avons le même âge et étions, toutes deux,

fillettes au moment de la guerre de 1967. Elle l'a vécue à Damas, sous les bombes israéliennes, je l'ai vécue depuis Paris, au milieu de ma famille suspendue au poste de radio et terrifiée à l'idée que l'horreur recommençait. À l'écouter me raconter « sa guerre », j'ai senti que nos mémoires affectives seraient à jamais différentes. Mais que cela importait moins que le chemin parcouru par chacune de nous pour échapper aux appartenances primaires et aller vers l'autre. Comme Bassma le dit si bien, « la notion d'identité une fois évoquée, et le constat fait – que l'on soit musulman, juif ou chrétien – qu'elle est bien compliquée à définir, je place cette identité, comme on le ferait d'un bagage, sur mon épaule, et je pars. Vers un projet. Vers l'action. »

À voir Bassma se battre pour aider le monde qui est le sien à sortir de l'impasse, je me suis souvent demandé de quelle manière je pouvais l'aider. Non par altruisme, mais parce qu'il me semblait urgent, pour notre sauvegarde à tous, qu'une parole telle que la sienne puisse être entendue. En l'incitant à écrire ce livre, j'ai le sentiment d'y être modestement parvenue.

Nadine Vasseur

Introduction

J'ai quitté la Syrie, avec ma famille, en 1968. J'avais dix ans. Et je ne suis jamais retournée y vivre. S'il m'arrive aujourd'hui de séjourner quelques jours à Damas, à l'occasion d'une mission, c'est que beaucoup de temps a passé, que mon père, qui y a fait de la prison en 1967, a maintenant l'âge de la retraite et ne représente plus une menace pour le régime. Lui-même a pu y retourner de temps en temps. Les années passant, nous nous sommes peu à peu réconciliés avec l'idée que nous appartenions à ce pays.

Le régime de mon enfance était très dur, bien plus terrible que celui d'aujourd'hui. La répression était féroce. Les gens pouvaient être enlevés, arrêtés, sans qu'on n'ait plus de nouvelles d'eux pendant des années. L'idéologie était omniprésente. La junte au pouvoir gouvernait au nom de l'idéologie baasiste, qui n'était pas très éloignée de celle des pays communistes, assortie d'une croyance irréductible dans le progrès. On parlait à l'époque de « progressisme ».

L'autre versant en était le panarabisme. Toute ma génération a grandi dans l'idée que nous étions une contrée du monde arabe. La Syrie, en tant que telle, n'avait pas d'identité propre, celle-ci ne s'exprimait qu'au sein de l'espace arabe, et cette donnée était très spécifique. Dans tous les autres pays de la région, on n'était arabe qu'en deuxième ou en troisième lieu. La première identité était celle de la nation dans ses frontières étatiques, on était ensuite musulman, et enfin seulement, arabe. En Syrie, on était arabe avant tout.

Projetés vers l'avenir, les militants du parti Baas au pouvoir voulaient édifier une société éduquée, laïque, équitable. Ils avaient conçu un cadre étatique et des principes de société fondateurs qui devaient empêcher les « forces centrifuges » de menacer son unité. Dans cette société, les chrétiens, les musulmans, les Kurdes, tous devaient se fondre dans l'idée de nation arabe et dans l'espace syrien. La laïcité, la citoyenneté s'appliquaient à tous. Dans son aspiration à la modernité, le baasisme avait des dimensions positives.

Mais le concept de citoyenneté va de pair avec celui de démocratie. Or, sous ce régime, celle-ci était cruellement absente.

Le Baas démocratique a pourtant existé. La Syrie, au lendemain de l'indépendance de 1946

et jusqu'à la fin des années 1950, a connu une période où l'élite politique était formée au baasisme arabe, mais aussi aux valeurs occidentales de liberté démocratique. Je n'ai pas connu cette Syrie-là, mais la génération de mes parents, elle, l'a connue et a du mal à l'oublier. Elle ne se remet pas de la régression des quarante dernières années.

L'autre aspect positif de la Syrie baasiste était la laïcité. La plupart des gens pratiquaient, mais la religion était réservée à l'espace privé. Elle ne régissait pas les relations entre les groupes sociaux, n'apparaissait pas sur la carte d'identité. On restait certes organisés en communautés, le statut personnel, le mariage, relevaient de la religion, que ce soit pour les musulmans ou pour les chrétiens. Mais cela s'arrêtait là. Tout le reste de la société était régi par un système laïque, même si très autoritaire.

Les femmes étaient très rarement voilées et cela était une caractéristique des classes populaires, des quartiers pauvres du vieux Damas. Dans la société bourgeoise, le voile n'existait pratiquement pas, et seulement chez les femmes de plus de quarante ans, jamais chez les jeunes filles. Aucune des femmes, autour de moi, n'était voilée.

Nous pratiquions – ce n'était pas une caractéristique strictement familiale – une forme

d'œcuménisme. Ma mère entrait souvent dans une église pour y allumer un cierge. C'était là un geste tout à fait banal. Pour elle, l'église était un lieu de culte où l'on honorait le même Dieu, et j'ai grandi dans l'idée qu'entre chrétiens et musulmans, il n'y avait que des différences de rites.

Les disparités sociales étaient beaucoup plus importantes que les différences religieuses. Les chrétiens et les musulmans appartenant à la bourgeoisie allaient tous dans les mêmes écoles. La plupart, comme moi, étaient scolarisés dans des établissements religieux français. De génération en génération, nous étions éduqués par les religieuses chrétiennes. Je suis allée chez les Franciscaines, comme ma mère avant moi.

Ensuite, chrétiens et musulmans se mélangeaient socialement. Par contre, ils se mariaient peu entre eux.

L'islam que j'ai connu dans mon enfance était un islam ouvert. La génération de mes grands-parents était très pratiquante, nos journées à la maison étaient rythmées par les cinq prières. Celle de mes parents l'était beaucoup moins, et la mienne très peu. Nous recevions une éducation religieuse pendant nos années de scolarité, mais cela s'arrêtait là.

L'essentiel était ailleurs. Il était dans cette trajectoire de modernité, d'éducation, de laïcité,

et d'attachement à ce grand dessein que devait être le monde arabe.

Le bouleversement de 67

Et puis est arrivée la guerre de 1967.

J'avais neuf ans, c'était la fin de l'année scolaire. Nous nous préparions à passer les examens de fin d'année. Le premier jour des épreuves, nous avions commencé à neuf heures, lorsque soudain, à dix heures et demie, des parents ont commencé à arriver dans la classe pour chercher leurs enfants. Un premier élève s'est levé, puis un deuxième, un troisième... Enfin, on est venu nous annoncer que l'on arrêtaient les épreuves : la guerre avait commencé. Nous étions le 6 juin 1967.

Pour nous, ces six jours de guerre ont été un choc terrible. Le sentiment dominant était que les Américains nous avaient trahis. Ils étaient au courant de l'attaque surprise israélienne, ils avaient donné le feu vert. Plus encore, l'Amérique avait fourni à Israël des images satellites – les premières images satellites – du positionnement de l'aviation militaire égyptienne, syrienne, et jordanienne. Si l'attaque avait eu lieu, c'était grâce à la technologie américaine.

Nous avions des amis américains que nous voyions tous les jours, et soudain, trois semaines avant le début des hostilités, du jour au lendemain, ils avaient disparu. Nous sommes allés sonner chez eux et personne n'a répondu. Nous n'avons pas compris. En fait, nous avons appris plus tard que tous les Américains de la région avaient été évacués.

Soudainement, l'Amérique, et l'Occident en général, deviennent l'ennemi. Un ennemi directement associé à Israël. Jusque-là, la Syrie avait connu, pendant plusieurs années, des relations tout à fait convenables avec l'Europe. Mais malgré tout, un virage s'opère à ce moment-là. L'Amérique et l'Europe deviennent d'un seul coup «l'Occident», même si la France se démarque de l'Amérique. Et de cet Occident-là, les Arabes ne veulent plus. L'hostilité politique s'accompagne d'un rejet culturel. C'en est fini des enseignements occidentaux.

Très vite, au cours de l'été 1967, les religieux français se voient interdire l'enseignement. Les Franciscaines sont reléguées dans leur couvent, et les écoles religieuses nationalisées. En deux mois, on assiste à une arabisation complète et brutale du système éducatif. L'enseignement du français est réduit à une heure par semaine. C'est en arabe qu'on apprend désormais l'histoire, la géographie et les mathématiques. Exit

l'histoire et la géographie de la France, dont l'apprentissage était d'ailleurs paradoxal.

Chez les Franciscaines, nous chantions tous la Marseillaise pour les grandes occasions. Et voici qu'à la rentrée des classes 1967, nous allions chanter l'hymne syrien tous les matins. Aucune de nous ne le connaissait ! Et on rigolait devant notre nouvelle enseignante qui débarquait du système public syrien et qu'on trouvait plutôt vulgaire, ridicule, un peu plouc. Les religieuses avaient une autre allure !

Très vite, à partir de 1967, la qualité de l'enseignement a périclité. L'arabisation s'est faite alors que le système éducatif n'y était pas préparé. Arabisées à toute vitesse, les sciences et les mathématiques ont été très mal enseignées pendant plusieurs années. Ma génération a été privée de l'enseignement des langues étrangères. Et elle en a payé le prix fort. Car, sans la maîtrise des langues étrangères, comment avoir accès aux dernières avancées qui ont lieu dans tous les domaines, notamment scientifiques ? L'enseignement s'est dégradé non seulement du fait de cette arabisation trop rapide, mais également parce qu'il est devenu profondément idéologique. À l'école, on s'est mis à enseigner les principes du Baas, un peu comme cela se faisait dans les systèmes communistes.

En 1968, nous avons quitté la Syrie pour le Liban. Contrairement à la plupart des Syriens de ma génération, je n'ai donc pas perdu les langues étrangères. Et j'ai pu retrouver au Liban un enseignement de qualité. Là encore chez les religieuses, les Carmélites cette fois.

En tretemps, mon père avait fait de la prison.

Diplomate, il travaillait au ministère des Affaires étrangères. Et il n'avait pas la langue dans sa poche. À la fin de la guerre de 1967, le pays était gouverné par un triumvirat, dont faisait partie le ministre des Affaires étrangères. Celui-ci avait convoqué l'ensemble du personnel pour le remercier de ses efforts pendant le conflit. À la fin de cet entretien, mon père prit la parole et lui demanda : « Monsieur le Ministre, vous avez perdu la guerre. Nous avons perdu la guerre. Nasser, lui, a démissionné. Qu'avez-vous l'intention de faire ? » La question était, évidemment, très provocante. Dans l'heure qui a suivi, la police est venue chercher mon père. Il est resté en prison six mois.

Mes derniers souvenirs de la Syrie, avant qu'on ne quitte le pays, sont nos visites en prison. Les jours de fête, nous mettions nos habits neufs pour nous y rendre. Mon père avait très mauvaise mine. Ma mère savait qu'il avait été torturé, mais elle ne nous disait rien. Je l'ai

appris par la suite. Il a été relativement épargné, contrairement à d'autres...

Pendant ces six mois, ma mère nous traînait aussi, ma sœur et moi, au bureau du responsable de la prison, pour obtenir le droit de lui rendre visite, de lui passer des journaux ou des cigarettes; ou encore chez la femme d'un ministre, afin d'obtenir que le procès ait bien lieu. Le jugement a été rendu quatre mois après son arrestation. Mon père a été condamné à six mois de prison seulement. Il faut dire qu'il n'avait pas fait grand-chose! C'était un ancien baasiste qui s'opposait au pouvoir baasiste en place. Il a fait un peu moins des deux mois qui lui restaient. On l'a libéré plus tôt en lui notifiant qu'il était chassé du ministère des Affaires Étrangères. Il est donc sorti sans travail, avec une vague interdiction de quitter le territoire.

Alors on a décidé de partir.

Notre destination évidente a été le Liban. Comme la plupart des opposants, ou de ceux qui avaient maille à partir avec le régime, nous avons franchi la frontière et gagné Beyrouth. Ma mère et nous, les filles, sommes parties en voiture, tandis que mon père traversait la montagne à pied, clandestinement.

Ancrage et exil

Le Liban était pour nous le pays de la liberté.

Nous avons vécu un certain temps chez mon oncle qui avait fui la Syrie quelques mois auparavant, puis, grâce aux réserves financières de ma mère qui avait des terrains en Syrie, nous avons pu louer un petit appartement. Mon père faisait parfois des traductions, et nous vivions dans la précarité. Dans notre appartement, il n'y avait que quatre chaises, une table et des lits, et pourtant, ces années ont été les plus délicieuses de mon enfance.

Nous sommes restés trois ans au Liban, de 1968 à 1971, sans le sou, mais profondément heureux. C'était formidable. Les opposants politiques du monde arabe étaient rassemblés au Liban, toutes tendances confondues : libéraux, communistes, socialistes... Tout le monde était là. Les islamistes aussi, mais ils étaient encore peu nombreux. Tous se retrouvaient dans les cafés de Beyrouth qui avaient chacun leur couleur politique. Mon père ne travaillait presque pas, il passait son temps à lire les journaux. Mais nous étions libres.

Enfin, au bout de trois ans, grâce à un ami, mon père a été mis en contact avec les Nations unies, qui lui ont proposé un poste à Londres. Et nous sommes partis pour l'Angleterre.

Si je devais me définir, je dirais que je suis une femme arabe, de formation intellectuelle occidentale – j’ai fait le reste de mes études à Londres et à Paris –, élevée dans la morale musulmane.

Pourquoi la morale musulmane ? Parce que j’ai grandi dans un milieu familial ancré dans la religion. Ma famille est paraît-il « chérifienne », c’est-à-dire issue de la lignée du Prophète, et détiendrait un coffre renfermant une chemise ayant appartenu à ce dernier. J’avais beaucoup d’admiration pour mon grand-père, une figure morale imposante, un autodidacte. Issu d’un milieu plutôt modeste, il était devenu un grand avocat, puis bâtonnier de l’ordre des avocats. Cet homme d’une grande droiture se reposait sur la religion. C’est lui qui m’apprenait les sourates du Coran. Me faisait respecter le ramadan. Enfant, j’étais donc pratiquante, et je suis restée très respectueuse de l’islam. Cette religion, que ma famille m’a transmise, représente pour moi un ancrage à la fois social et moral.

Une fois en Europe, ma famille ne m’a jamais rien imposé en matière de religion. Mais, lorsque je me suis retrouvée confrontée à d’autres systèmes de valeurs, en Angleterre et en France, j’ai retrouvé en moi les valeurs de l’islam, surtout celles de charité, de solidarité et de justice.

L’œcuménisme aussi. Il me semblait que l’on ne pouvait pas être tolérant envers les

autres religions si l'on n'était pas soi-même ancré culturellement dans une religion.

Beaucoup plus tard seulement, dans certaines situations, j'ai senti que l'on me renvoyait une image de femme musulmane dans laquelle je ne me reconnaissais pas du tout. Car la vision de la femme musulmane avait changé. Mais cette morale musulmane, je l'ai gardée en moi. Il est possible que je lui doive un certain conservatisme social et familial.

Sous le signe de la politique

Après Londres, j'ai poursuivi mes études supérieures à Paris, à Sciences Po. Faire des études politiques était, pour moi, une évidence, un choix pour ainsi dire instinctif. Dans ma famille, la politique occupait une grande place. Ces études allaient me permettre d'acquérir les outils intellectuels pour comprendre ce qui avait été semé en moi dès l'enfance, sans que jamais on ne m'ait enseigné ce qu'étaient l'histoire et la pensée politique du monde arabe.

À la fin des années 1970, celles de mes premières années à l'université, le courant islamiste était minoritaire. Le monde arabe, dans son élan nationaliste, s'inscrivait dans le panarabisme et dans son adhésion au non-alignement

des pays du tiers-monde. Le nationalisme, qui avait conduit à l'indépendance politique des pays arabes, se poursuivait par l'appropriation des ressources naturelles. Les pays pétroliers nationalisaient leur pétrole, chassaient les grandes compagnies étrangères. Le monde arabe n'avait pas réussi à former une unité politique arabe, mais il avait une unité intellectuelle et un projet économique : la prise de possession de ses ressources.

J'ai très vite compris que ma grande faiblesse, et elle reste vraie jusqu'à ce jour, était que je ne pourrais jamais me servir, dans le monde arabe, des outils intellectuels que j'étais en train d'acquérir. L'emprisonnement de mon père et notre départ de Syrie avaient marqué une rupture avec ce pays. Je ne retournerai pas y vivre ni même y faire des recherches – jusqu'à ce jour, je me le suis interdit. Étant de nationalité syrienne, il me serait aussi difficile d'exercer des fonctions politiques, ou même de m'engager dans un projet social quelconque, dans un autre pays arabe dont je ne suis pas citoyenne.

Ma formation intellectuelle était donc un peu détachée de tout. Je ne me voyais pas non plus appartenir à « l'establishment » en France, car je ne me considérais pas comme Française, même d'adoption. Mon appartenance au monde arabe était beaucoup trop forte pour

que j' imagine passer les concours ouvrant à l'administration ou à la diplomatie françaises. J'aurais pu le faire, des professeurs et des amis m'y ont beaucoup encouragée. J'ai résisté.

L'alternative a été, pour moi, de me tourner vers les relations internationales, un domaine qui n'était ni arabe ni français. Cela me convenait parfaitement puisque je ne pouvais pas appartenir au premier, ni ne voulais appartenir au second.

Un institut international non gouvernemental venait de se créer, l'Institut français des relations internationales (IFRI), et on m'a offert d'y travailler. J'ai compris tout d'un coup que mon parcours était un atout, car il me permettait d'avoir une compréhension plus fine que d'autres des sociétés arabes. J'avais les outils pour interpréter un événement politique ou social dans le monde arabe, de l'Algérie à la Syrie, l'expliquer, anticiper ses conséquences.

J'ai travaillé quinze ans à l'IFRI. Jusqu'au jour où j'ai senti que cela ne m'intéressait plus d'avoir le monde arabe comme objet de recherche. Ce que je désirais, c'était contribuer à son devenir. Je voulais aller voir sur place ce qui se passait, à la fois pour me ressourcer – on ne travaille pas toute sa vie sur un monde que l'on n'habite pas –, et parce que j'étais frappée par un certain nombre d'événements qui s'y produisaient.

En 1973, les pays arabes s'étaient alliés pour financer la guerre contre Israël, et pour décider de l'embargo sur les livraisons de pétrole vers les pays jugés hostiles ainsi que du quadruplement de son prix.

Dans les années qui ont suivi, de violentes répressions ont eu lieu dans la région. En 1977, l'Égypte a violemment maté des révoltes contre la faim. En 1982, la Syrie a écrasé dans le sang le soulèvement des Frères musulmans. Il y eut des dizaines de milliers de morts.

Enfin, en 1990-1991 a eu lieu la première guerre en Irak. Celui-ci, qui avait envahi le Koweït, avait été bombardé, détruit, et soumis à des sanctions catastrophiques pour la population. Un sort terrible. Ce grand pays, aux ressources considérables, avec la force militaire la plus importante du monde arabe, avec une importante élite intellectuelle, s'effondrait. Il s'effondrait sans que rien ne se passe, sans que la rue ne bouge, sans qu'il y ait de révoltes dans le monde arabe. Ce fut pour moi un nouveau traumatisme, semblable à celui de 1967.

Je vivais tout cela de l'étranger. En France, un certain nombre de personnes autour de moi approuvaient la guerre. L'invasion du Koweït par Saddam Hussein était une énorme bêtise, mais cela ne justifiait pas, à mes yeux, la destruction de l'Irak lui-même. Ces événements

me détachaient de l'Occident, de la France. J'ai senti alors que mon travail de chercheur m'enfermait dans une trajectoire qui pouvait, dans le meilleur des cas, conduire à une réussite professionnelle individuelle, mais cela ne m'intéressait pas vraiment.

J'appartiens à une génération qui s'est lancée dans la vie professionnelle et sociale, plombée par un sentiment d'impuissance. Il n'existait pas de projet collectif, on devait se débrouiller seul et tirer satisfaction de sa propre réussite individuelle. Mon intégration dans une société occidentale allait de soi, mais je ne parvenais pas à me projeter dans quelque chose de plus grand.

Je ne connais pas l'ambition personnelle, mais j'ai une ambition intellectuelle : celle de dépasser les idées reçues. C'est même un réflexe. Je ne me rangerai jamais dans le camp des Arabes parce que je suis arabe, dans celui des musulmans parce que je suis musulmane. J'ai développé, je crois, une très grande curiosité pour tout ce qui est « l'ennemi », ou disons plutôt « l'autre côté », à commencer par les Israéliens. C'était, pour moi, très stimulant de me plonger dans la lecture de Herzl et de comprendre le projet sioniste. Plus tard, de fréquenter des Israéliens plutôt que de me considérer anti-israélienne parce qu'arabe. Je suis, de la

même manière, très heureuse d'être confrontée à des néoconservateurs américains ou à des islamistes, cela me passionne bien plus que de parler avec des gens qui partagent mes vues.

Me situer entre plusieurs mondes, me mettre à la place des autres, est sans doute la conséquence de la rupture avec ma société d'origine, puis de ma trajectoire individuelle dans un milieu occidental. Cette attitude m'a préservée du repli auquel le sentiment d'impuissance conduit le plus grand nombre, dans les sociétés arabes. C'est certainement à cela que je souhaitais échapper. Le repli sur soi, qui fait courir au monde arabe un danger de mort. Un danger de mort intellectuelle, de mort de l'âme.

Un monde arabe qui se grippe

Depuis mon entrée dans le monde professionnel, une vingtaine d'années auparavant, un autre phénomène s'était produit : la montée de l'islamisme. Et j'avais envie d'aller voir sur place ce que cela signifiait, pas seulement politiquement mais socialement. J'en avais assez de l'analyse stratégique qui déshumanise les sociétés, ce qui m'intéressait c'était de comprendre ce qui les faisait vibrer. Pour moi, cette démarche était aussi une manière de renouer

avec un projet que le monde arabe n'avait pas réalisé politiquement, mais que je pouvais essayer de réaliser individuellement.

Ayant quitté la Syrie en 1968, je n'avais donc pas vécu les retombées du traumatisme de la défaite de 1967. Ni de la guerre de 1973, qui n'avait pas été très glorieuse non plus, en dépit de tout ce qu'on nous en a dit. Ni de la guerre de 1991. Si j'avais vécu en Égypte ou en Syrie durant ces années-là, est-ce que j'aurais viré moi-même vers l'anti-occidentalisme ? Vers l'islamisme ? Qui sait ? Car l'islamisme, et le corpus idéologique simpliste sur lequel il s'appuyait, était un refuge. Les sociétés arabes se sont réfugiées dans la religion car on y était bien au chaud avec les siens, pris en charge par le réseau des mosquées.

Vivre en Occident, y avoir été formée intellectuellement, a-t-il été pour moi une chance ? Sans aucun doute. J'ai laissé derrière moi, en Syrie, de la famille, des amis qui sont tous devenus très religieux. Et je mesure combien cette religiosité s'accompagne aujourd'hui d'intolérance. Les femmes se voilent, les hommes vont prier, on se referme sur la cellule familiale et l'espace communautaire. Les échanges avec les chrétiens se sont réduits.

La Syrie a pour particularité que le pouvoir est aux mains d'une famille appartenant à la

minorité alaouite, historiquement défavorisée, alors que la majorité des Syriens, et notamment la bourgeoisie, est sunnite. La religiosité y est donc aussi une protestation silencieuse contre la minorité au pouvoir.

Cette religiosité est aussi la conséquence des traumatismes liés aux défaites militaires des soixante dernières années. À chaque fois que les Arabes se sont lancés dans une aventure extérieure, celle-ci s'est conclue par une débâcle totale. S'en est suivi le sentiment que se frotter à l'étranger conduit forcément à être menacé dans son intégrité nationale, territoriale, identitaire.

L'autre conséquence de ces régimes autoritaires est le désert intellectuel et culturel qu'ils ont créé. La Syrie n'a plus aucun cinéma, pas de presse digne de ce nom, pas d'édition, pas de conférences, une université où l'on n'apprend plus rien. Pour un jeune qui manifeste un minimum de curiosité intellectuelle, la seule nourriture disponible est le Coran, et des ouvrages sur la religion ou sur l'islam. Durant les années 1950 se produisaient constamment des troupes de théâtre, de ballet, des cercles littéraires et d'intellectuels se réunissaient.

Ma génération n'a rien connu de tout cela. Quand je parle aujourd'hui avec mes cousins restés en Syrie, je constate qu'ils ne sont pas

dénués de curiosité intellectuelle et politique, mais ils manquent cruellement de sources et « consomment » donc des livres religieux ou des traductions d'auteurs occidentaux, autorisés par la censure car ils dénoncent l'Occident et Israël.

Depuis deux ou trois ans, les gens se mettent à Internet, ils commencent aussi à avoir accès à l'information grâce aux chaînes satellites de télévision. L'idéologie baasiste était devenue une langue de bois grotesque et dont les jeunes se sont toujours moqués. La religion était la seule alternative. Elle est devenue une occupation, tout simplement.

Quand j'ai voulu partir travailler dans le monde arabe, l'Égypte m'est immédiatement apparue comme l'alternative naturelle à la Syrie. J'avais gardé la mémoire de cet épisode historique très important dans notre imaginaire qu'avait été l'union entre l'Égypte et la Syrie, de 1958 à 1961. Je ne l'avais pas vécu moi-même, mais j'avais grandi aux côtés d'un père qui ne s'était jamais remis de la rupture avec l'Égypte, où il avait été en poste pendant l'Union.

La Fondation Ford, qui soutient financièrement des projets dans les domaines de la défense de la démocratie, la réduction de la misère ou la promotion de la bonne entente entre nations, est venue me trouver pour me

demander si cela m'intéresserait d'aller en Égypte. J'ai dit « oui » tout de suite.

Quand je suis partie vivre là-bas, j'ai mesuré à quel point le lien avec ce pays était resté fort. Il faut dire que j'avais un bon pedigree. Il suffisait que je dise que j'étais syrienne et que j'évoque le poste de mon père au Caire pour que toutes les portes s'ouvrent. Même s'il ne correspondait plus à une réalité sur le terrain, ce lien était ancré dans la mémoire d'un certain milieu intellectuel politisé, et trouvait un écho de sympathie spontanée chez l'Égyptien de la rue.

Pour moi, comme pour beaucoup d'Arabes, l'Égypte était la source du nationalisme et de la culture arabes.

J'ai passé sept ans en Égypte. Jusqu'au jour où un groupe de chercheurs, dont certains étaient des amis, est venu me trouver. La seconde guerre d'Irak, celle de 2003, avait eu lieu. Le régime de Saddam Hussein était tombé et nous ne comprenions pas comment on pouvait justifier une telle guerre. Une nouvelle fois, tout s'était passé sans qu'à aucun moment la rue ne bouge. Le même scénario se répétait. Nous prenions un nouveau coup sur la tête, sans qu'aucune réaction ne se produise dans nos sociétés.

Cette profonde apathie du monde arabe me troublait. En même temps, je gardais une grande sympathie pour les populations car je compre-

nais que les gens étaient bien trop accablés par leurs soucis quotidiens, qu'ils avaient trop peur aussi, pour se mobiliser politiquement. En fait, le pouvoir savait désamorcer toute tentative de mobilisation avant même qu'elle ne se produise.

C'est à la suite de cette guerre que s'est développé un discours occidental très offensif sur le thème : « Le monde arabe est la dernière région du monde qui ne se démocratise pas. Il est temps qu'il le fasse ! » Une sorte de défi nous était lancé de la part des Occidentaux, surtout des Américains, et il était formulé d'une manière insupportable pour nous. En effet, il s'appropriait ce que les intellectuels arabes avaient toujours revendiqué, à savoir qu'il fallait en finir avec l'autoritarisme des régimes de la région, dont ils avaient toujours souffert.

Ce groupe de chercheurs, réunis sous le nom d'Arab Reform Initiative (ARI), avait le projet de mener une action, dans le domaine qui est le nôtre – le débat d'idées, la réflexion intellectuelle –, afin de formuler les questions de la démocratisation du monde arabe. Comment veut-on se démocratiser ? Comment doit-on poser les problèmes ? Leur projet était de produire, en tant que communauté de chercheurs et d'intellectuels arabes, un programme et peut-être, plus ambitieux encore, une action commune, du moins au niveau du débat d'idées.

Ce qui me plaisait dans ce projet, c'est qu'il regroupait plusieurs institutions arabes qui travailleraient dans un espace commun. Ce projet ne serait pas égyptien, il ne serait pas libanais, il ne serait pas marocain. Nous n'avions pas réalisé le monde arabe politique, nous ne l'avions pas fait non plus économiquement, mais nous allions œuvrer à le réaliser sur le plan des idées et dans un projet de démocratisation. Il était l'occasion, pour moi, de m'impliquer dans un nouveau grand dessein et de faire en sorte que les Arabes définissent eux-mêmes les voies pouvant mener au changement dans leur société, ainsi que leurs priorités en matière de réformes.

L'autre objectif de ce projet est de formuler un message clair et intelligible à destination de l'Occident, qui comprend mal la dynamique et les réalités des sociétés arabes. En réponse, d'une part, à un discours américain agressif et, d'autre part, à un rejet anti-occidental tout aussi agressif du côté des sociétés arabes, la ligne active adoptée est de formuler les questions autrement et de tenter de modifier les termes de cette relation. Elle est de dire à l'Occident: voici ce que le monde arabe vous demande de faire, voici ce qu'il vous demande de ne pas faire. Surtout, ne vous ingérez pas dans certains domaines, mais intervenez dans d'autres. Le monde arabe va vous dire en quoi il a besoin de vous.